

Enseignants en souffrance : "Il faut les laisser partir"

Par Rédaction du Monde Éducation

Publié le 29 novembre 2013 à 11h36

Entretien avec Rémi Boyer, agrégé de géographie, fondateur et président de l'association Aide aux profs.

*Alors qu'ont lieu, depuis le 22 novembre, au ministère de l'éducation nationale, des négociations avec les syndicats pour faire évoluer le métier d'enseignant, vous publiez, avec le psychiatre José Mario Horenstein, **Souffrir d'enseigner... Faut-il rester ou partir ? (Memogrames)**. Comment avez-vous procédé ?*

Ce livre s'est nourri de quelque 3 000 témoignages parvenus à l'association Aide aux profs de 2011 à 2013 (plus de 6 500 depuis la création de l'association en 2006). Ces expériences diverses donnent une typologie des difficultés que peuvent rencontrer les enseignants au cours de leur carrière : des tensions liées aux relations avec les élèves, les parents, la hiérarchie, aux cas de souffrance psychique, de burn-out. Il est conçu comme un guide pratique apportant à ceux qui se sentiront concernés des analyses, des conseils.

Quelles solutions proposez-vous aux enseignants en souffrance ?

Je leur dis qu'il faut partir. Pas forcément de façon définitive, mais au moins quelques années, le temps de vivre d'autres expériences professionnelles. 75 % des enseignants qui ont contacté Aide aux profs sont restés dans l'éducation nationale. Parmi les 25 % qui ont souhaité la quitter, la moitié ont opté pour le "détachement". Ils exercent des métiers d'animation, d'édition, d'ingénierie de formation..., dans le milieu associatif ou au sein des opérateurs de l'éducation nationale (CNED, Onisep, CNDP, etc). Le problème, c'est que le nombre de départs autorisés est infime. Toute mobilité en cours d'année est freinée par les « nécessités de service ».

Que préconisez-vous dans le cadre des discussions sur le métier ?

Il faut faire sauter les verrous de la mobilité de carrière. Sur les 4 500 professeurs qui ont demandé, en 2012, à bénéficier du dispositif « seconde carrière » pour ne plus enseigner, à peine 100 ont accédé à un poste

administratif, comme attaché d'administration. Rien ne permet de faire autre chose que d'enseigner dans les plans académiques de formation, et il faut attendre cinq à sept ans pour obtenir un congé de formation. Les bilans de compétences ne sont plus financés. Certaines académies refusent même des demandes de démission tant le déficit d'enseignants dans certaines disciplines est grand ! Tout est fait pour retenir les enseignants. Il faudrait les laisser partir. Selon un sondage MAIF/Opinionway paru en août 2013, un quart d'entre eux disent regretter le manque de perspectives d'évolution. D'après une enquête réalisée par Georges Fotinos et José Mario Horenstein en 2011, 30% songent souvent à une reconversion hors éducation nationale.

Enseigner est-il un métier plus difficile qu'un autre ?

Pas vraiment. La profession n'est pas plus sujette aux problèmes de santé mentale que les autres - même si 14 % des enseignants se disent en burn-out [*enquête 2011 du Carrefour Santé-social*], un sur trois dans un « état anxieux » [*étude sur la qualité de vie au travail, G. Fotinos et J.M. Horenstein, 2011*]. Les difficultés viennent surtout du fait qu'il existe un fossé entre le métier tel qu'il est imaginé, idéalisé, et la réalité. Nos témoignages montrent que les premières années d'exercice désillusionnent ceux qui souhaitaient devenir professeur. Ce sont souvent d'anciens bons élèves, passionnés par leur discipline, mais mal préparés à toutes les facettes du métier - pédagogue, animateur, gendarme...

Quelles sont les difficultés les plus courantes ?

J'en ai identifié une vingtaine, allant du manque d'autorité en classe à l'absence de reconnaissance, en passant par les tensions parents-professeurs, l'accumulation des tâches, les affectations non désirées, le manque de formation, le sentiment d'isolement, la mauvaise gestion des ressources humaines.... Ceux qui contactent Aide aux profs se plaignent souvent de n'être pas suffisamment écoutés, considérés. Peut-il en être autrement, alors que l'éducation nationale a tant d'enseignants à gérer, alors que la gestion des personnels reste très centralisée, et que bien des syndicats d'enseignants refusent toujours l'idée d'une gestion de proximité déléguée aux chefs d'établissement ? Ces derniers sont pourtant, à mon sens, les mieux à même d'apprécier et de reconnaître l'investissement d'un enseignant.

Propos recueillis par Aurélie Collas